



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Bayonne-Pau

AC 2025 903 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Déploiement d'actions de prévention en santé bucco-dentaire dans les écoles maternelles des Pyrénées Atlantiques

Lot 1 :

Territoire du Pays Basque et canton du Seignanx
couvert par la CPAM de Bayonne

Lot 2 :

Territoire Béarn et Soule
couvert par la CPAM de Pau

PARTIES CONTRACTANTES

D'une part :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Bayonne
68/72 Allées Marines – 64111 BAYONNE CEDEX
Représentée par Madame Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Pau
Sise 26 bis avenue des Lilas– 64022 PAU CEDEX
Représentée par Madame Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,

Groupement ci-après dénommée « **l'Organisme** »,

et d'autre part :

Le prestataire titulaire du marché dénommé « **le Titulaire** »

**Date et heure limites de réception des offres :
Mercredi 10 septembre 2025 à 12 heures**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2	PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 3	ALOTISSEMENT ET MONTANTS MAXIMUM	3
ARTICLE 4	PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 5	DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 6	DUREES.....	4
ARTICLE 7	LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 8	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 9	VALIDATION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 10	PRIX DE L'ACCORD CADRE	7
ARTICLE 11	CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 12	CONDITION FINANCIERES.....	9
ARTICLE 13	LANGUE APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE ET CESSION DE L'ACCORD-CADRE	10
ARTICLE 15	CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS LIEES A L'ACCORD-CADRE.....	12
ARTICLE 16	CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS A CARACTERE PERSONNEL	13
ARTICLE 17	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	17
ARTICLE 18	OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	17
ARTICLE 19	PERSONNEL DU TITULAIRE	19
ARTICLE 20	REGULARITE FISCALE ET SOCIALE	19
ARTICLE 21	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPREINTE SOCIETALE.....	20
ARTICLE 22	MODIFICATION DU PRESENT ACCORD CADRE.....	20
ARTICLE 23	RESILIATION DU MARCHE.....	20
ARTICLE 24	DIFFERENDS ET LITIGES.....	22
ARTICLE 25	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG	22

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention en santé bucco-dentaire (sensibilisation et dépistage) auprès des enfants de grandes sections de maternelle dans les zones défavorisées ou les zones du département des Pyrénées Atlantiques (64) où le recours aux soins dentaires est faible.

Ce département comprend 2 territoires

- Pays Basque et canton du Signant
- Béarn et Soule

Chaque territoire fait l'objet d'un lot :

- **Lot 1** pour le Pays Basque et canton du Seignanx couvert par la CPAM de Bayonne.
- **Lot 2** pour le Béarn et Soule couvert par la CPAM de Pau

La nature des prestations et leurs conditions d'exécution sont définies dans le CCTP et dans le cahier des charges national figurant en annexe du CCTP.

ARTICLE 2 PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Procédure

La procédure retenue est celle d'un Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

2.2 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande en application de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre à bons de commande est mono-attributaire (par lot).

ARTICLE 3 ALOTISSEMENT ET MONTANTS MAXIMUM

Le présent marché se décompose en 2 lots, conformément à l'article L2112-10 du CCP.

Les candidats pourront présenter une offre pour un seul lot ou les deux lots.

L'attribution de chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des contractants envers le pouvoir adjudicateur.

Cet accord cadre est conclu sans minimum et avec un maximum conformément à l'article R2162-4 du CCP. Le total de bons de commandes émis pendant la durée du présent accord-cadre ne pourra pas dépasser les montants maximums indiqués ; ces montants ne constituent pas un engagement de commandes.

Lot	Objet : Territoire	Montant maxi HT	Montant maxi TTC
1	Pays Basque et canton du Signant couvert par la CPAM de Bayonne	70 000 €	84 000 €
2	Béarn et Soule couvert par la CPAM de Pau	60 000 €	72 000 €

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des charges national des actions de prévention bucco-dentaire au sein des écoles (annexé au CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG - FCS) – *non fourni*
- Le Mémoire technique, dûment complété établi selon les consignes données par le Pouvoir Adjudicateur

ARTICLE 5 DESIGNATION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent accord cadre ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans le CCTP et le cahier des charges national.

ARTICLE 6 DUREES

6.1 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est d'une durée ferme d'un an, à compter de sa date de notification.

Il est reconduit annuellement à sa date anniversaire, par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

La CPAM/CGSS se réserve le droit de ne pas procéder à la reconduction tacite de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire est informé par écrit de l'intention du représentant de la caisse de ne pas reconduire l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant la date d'échéance de la période ferme. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.2 Point de départ des prestations

Les prestations font l'objet de bons de commande établis par la CPAM au fur et à mesure de la survenance de ses besoins.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande.

6.3 Durée d'exécution des bons de commande

La CPAM peut émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis comportent l'indication de la durée pendant laquelle toute(s) la (les) prestation(s) est (sont) exécutée(s).

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois au-delà du terme de l'accord cadre. Aucun bon de commande ne peut être émis après l'expiration de l'accord cadre.

ARTICLE 7 LIEU D'EXECUTION

Les prestations se déroulent dans les écoles maternelles situées dans le département des Pyrénées-Atlantiques et canton du Signant, en zones défavorisées ou dans des communes où le recours aux soins dentaires est faible. La liste des écoles ciblées par la CPAM est communiquée chaque année au titulaire.

ARTICLE 8 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

8.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont établis par le Département Achats Marchés de la caisse et signés par toute personne habilitée de la CPAM.

Le bon de commande est notifié au Titulaire par mail avant tout commencement d'exécution des prestations.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non faits l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, outre les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-FCS, un délai supplémentaire peut être accordé sur demande écrite et motivée du Titulaire, après accord exprès du pouvoir adjudicateur. Ce délai supplémentaire est notifié au Titulaire par mail de la CPAM.

Passé ce délai, il est fait application des pénalités prévues à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable. du présent CCAP.

8.2 Modification des bons de commande

La CPAM se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues, et la CPAM adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(es) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

8.3 Arrêt et suspension de l'exécution des prestations d'une commande

- Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

La CPAM peut mettre fin à un bon de commande en cours et arrêter ainsi l'exécution des prestations commandées. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception sans que cette décision ne nécessite de justification. Sous réserve de respecter un préavis de 10 jours ouvrés, l'arrêt des prestations doit être notifié au Titulaire par mail.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement des prestations commandées, les sommes dues au Titulaire. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord cadre, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS.

- Suspension de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, la suspension de l'exécution d'une commande peut être décidée par la CPAM/CGSS, pour une durée maximale de trois mois.

A cette occasion, la CPAM /CGSS, prend à sa charge les frais de prestations que le Titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où la suspension est supérieure à une durée de 10 jours ouvrés. Le Titulaire doit produire sur simple demande de la CPAM, les justificatifs des frais engagés au titre du commencement de l'exécution dudit bon de commande.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement des fournitures prévues dans les séances de dépistages rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, la CPAM pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées.

Le Titulaire doit en faire la demande écrite et présenter les justifications nécessaires suivant les modalités décrites supra. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9 VALIDATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au bon de commande.

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS pour les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet.

ARTICLE 10 PRIX DE L'ACCORD CADRE

10.1 Généralités sur les prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement.

L'accord cadre est traité à prix unitaires Ttc fermes sur toute sa durée. Il comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les éventuels frais annexes.

Les prix unitaires sont fixés par type de prestations et par enfant comme suit :

- **Séance de sensibilisation à la santé bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel des enfants :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée d'une heure environ, les supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans », l'impression des documents supports (autorisation parentales, courrier d'information parents et courriers de résultats, le dépistage bucco-dentaire suivi de l'entretien motivationnel ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation ne doit pas dépasser 25 € TTC par enfant : il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Les prix comprennent les dépenses de toute nature inhérente à l'exécution de l'accord cadre, dont notamment les frais d'hébergement, de déplacement, de logistique. Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

A noter que des frais de déplacement peuvent être demandés en sus pour les intervenants amenés à sensibiliser et le cas échéant dépister les enfants de grandes sections de maternelle dans les écoles situées en zones très sous dotées. Le zonage réalisé par les ARS est consultable via le lien suivant :

https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z

Les modalités de prise en charge de ces frais sont précisées à l'article 3.4 du CCTP.

Le taux de TVA en vigueur est de 20%. La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification de l'accord cadre. En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord cadre, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

- **Séance de sensibilisation à la santé bucco-dentaire des enfants (uniquement pour les enfants sans autorisation parentale pour la phase de dépistage) :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée d'une heure environ, l'impression des supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans », ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation ne doit pas dépasser 14 € TTC par enfant : Il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie.

10.2 Forme du prix

Les prix sont unitaires. Ils sont réputés fermes pendant toute la durée de l'accord cadre. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

10.3 Budget alloué aux campagnes de prévention

Le budget alloué pour la première année de l'accord cadre est défini ci-dessous :

Lot 1 → 15 750 €

Lot 2 → 15 300 €

ARTICLE 11 CLAUSE DE REEXAMEN

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, le Titulaire en avise sans délai la CPAM et la suspension de tout ou partie des prestations peut alors être prononcée par la CPAM

A l'issue de la suspension, le Titulaire est tenu de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord cadre.

Par ailleurs, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir ni dans sa nature ni dans son ampleur et qui, sans rendre impossible l'exécution de l'accord cadre, modifient de manière significatives les conditions de son exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le Titulaire avise par écrit la CPAM/CGSS. Les modalités de prise en charge sont définies d'un commun accord entre les parties par la signature d'un avenant.

ARTICLE 12 CONDITION FINANCIERES

12.1 Modalités de financement

Sauf renonciation du Titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, une avance est accordée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Sauf disposition contraire, le taux d'avance est fixé à 20 % du montant du bon de commande.

Les règlements d'avance n'ont pas le caractère de paiement définitif et doivent être remboursés, conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

12.2 Modalités de règlement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées par application du prix unitaire, indiqué par le Titulaire sur l'Acte d'Engagement (un par lot) et en fonction du nombre d'enfants réellement sensibilisés et dépistés.

La facture est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de l'accord cadre,
- la désignation de la prestation réalisée,
- le lieu d'intervention,
- le nombre d'enfant sensibilisé et dépisté,
- le nombre d'enfants sensibilisés,
- le montant total.

Le Titulaire produira un RIB original émanant de son établissement bancaire en accompagnement des factures.

Chaque facture est transmise à la CPAM via la plateforme CHORUS Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

⇒ Pour le LOT 1

CPAM BAYONNE

n° Siret : 782 260 400 000 26

contact mail : achats_marches.cpam-bayonne@assurance-maladie.fr

⇒ Pour le LOT 2

CPAM PAU PYRENEES :

n° Siret : 782 357 156 000 77

contact mail : achat-budget.cpam-pau@assurance-maladie.fr

12.3 Modalités de règlement

En application de l'article R.2192.10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Conformément aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du code de la commande publique, le délai global de paiement, est suspendu par la CPAM s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension n'intervient qu'après communication au Titulaire par mail ou par courrier des raisons pour lesquelles la CPAM s'oppose au paiement.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours (30), est ouvert.

12.4 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement, fixé à 30 jours, ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire ou le sous-traitant de 1er rang, le bénéfice d'intérêts moratoires.

Conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique, ces intérêts courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

A ce calcul, il s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40,00 € Ttc pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 13 LANGUE APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels composant l'accord-cadre doivent comporter un exemplaire en langue française; seul cet exemplaire fait foi entre les Parties. Les frais de traduction afférents à la livraison de la documentation seront à la charge du Titulaire.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, la langue Française sera imposée pour la rédaction des livrables associés aux prestations du Titulaire et notamment la tenue des réunions, la rédaction des comptes rendus de ces réunions et la rédaction des documents de travail.

Le Titulaire devra garantir que le personnel affecté à l'accord-cadre s'exprimera couramment en langue française, sauf autorisation expresse de la CPAM.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE ET CESSION DE L'ACCORD-CADRE

14.1 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations (hors fournitures), objet de l'accord cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CPAM et de l'agrément par elle des conditions de paiements conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord cadre.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CPAM des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le domaine d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

La sous-traitance de la totalité de l'accord cadre est interdite. Le recours à la sous-traitance est interdit pour ce qui relève de la fourniture.

14.2 Cession de l'accord-cadre

Le Titulaire doit informer la CPAM de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre. Cette information devra intervenir dans les plus brefs délais et le Titulaire sera chargé de communiquer les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord cadre sera transféré ou cédé.

La cession de l'accord cadre ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de la CPAM. Si la cession envisagée est de nature, soit à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du Titulaire initial du contrat, soit à modifier substantiellement l'économie du contrat, la CPAM refusera la cession.

La CPAM a la faculté de s'opposer à toute cession, sauf dans le cadre de procédures collectives telles que sont les procédures de liquidation et de redressement judiciaire, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de la CPAM et que le cessionnaire accepte les conditions de l'accord cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord cadre par la CPAM, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord cadre au nouveau Titulaire.

En revanche, un avenant n'est pas nécessaire dans les cas suivants : reprise du contrat par l'administrateur judiciaire lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective, changement n'affectant pas la forme juridique de l'entreprise mais sa raison sociale ou sa domiciliation, changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple : transformation d'une SARL en SA).

En cas de cession du présent accord cadre, le Titulaire devra remettre à la CPAM /CGSS, dès le jour d'effet de la cession de l'accord cadre et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent accord cadre.

14.3 Cotraitance

Les membres du groupement sont désignés dans l'Acte d'Engagement, ainsi que le mandataire. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié de la CPAM/CGSS. Ce dernier doit notamment :

- assurer un rôle de coordination au sein du groupement,
- transmettre à la CPAM/CGSS les demandes de paiement du groupement après validation par ses soins,
- transmettre aux membres du groupement les bons de commande et/ou toutes instructions, documents émis par la CPAM/CGSS,
- éventuellement déclarer les sous-traitants pour acceptation et agrément des conditions de paiement par la CPAM/CGSS.

Définition

Par dérogation à l'article 5 du CCAG FCS, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CPAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CPAM en faveur du titulaire.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord cadre ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord cadre ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CPAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord cadre ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord cadre ;
- procéder à la destruction, en fin d'accord cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

Durée

Le présent engagement est conclu pour une durée de quatre années à compter de la notification de l'accord cadre (un an renouvelable 3 fois).

Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

La CPAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CPAM se réserve le droit de résilier l'accord cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Limites de responsabilité

Le titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes,
- est connue du titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver,
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la CPAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS A CARACTERE PERSONNEL

Les Parties au présent accord cadre s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'exécution de la présente mission place le Titulaire dans **une situation de sous-traitance** vis-à-vis de la CPAM **au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles** (RGPD).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

La CPAM est ainsi qualifiée **de responsable des traitements de données** nécessaires à la mise en œuvre de la mission de sensibilisation, d'information collective de santé bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés en classe de grandes sections de maternelle, ainsi que l'action de dépistage individuel en milieu scolaire, complétant les séances de sensibilisation collective.

Chacune des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué ou référent à la protection des données (DPO) si le sous-traitant est tenu d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

16.1 Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s :

- La réalisation de séances de sensibilisation à l'hygiène et à la santé bucco-dentaire en milieu scolaire ;
- L'organisation et la réalisation du dépistage bucco-dentaire en milieu scolaire.

A cet effet, le sous-traitant est autorisé de traiter des données suivantes :

- La liste des écoles à contacter, sélectionnées par le service prévention de la CPAM (ciblage des réseaux d'éducation prioritaires renforcés).
- La liste nominative des enfants, mineurs, identifiés par école et par classe.
- La collecte par le sous-traitant, des autorisations parentales pour le dépistage individuel de leur enfant et le suivi personnalisé éventuel (à partir du formulaire fourni par la CPAM permettant, de signaler leur position par rapport à la réalisation de ce dépistage).
- La transmission par le sous-traitant, **sous pli confidentiel**, des fiches de recueil de tous les enfants dépistés au service médical de la CPAM **accompagnées** de toutes les autorisations parentales et de la fiche d'information par classe (fournis par la CPAM/CGSS).

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont :

- Les assurés mineurs scolarisés en grande section de maternelle dans les zones ciblées par la CPAM/CGSS pour les actions de prévention

16.2 Engagement des Parties

De façon générale, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par le présent accord ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM détaillées à l'article 1 du présent accord et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si la CPAM l'y a préalablement autorisé) ;
- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, soit à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de la CPAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations et qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations issue du RGPD (articles 32 à 36 : obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc...) ;
- Mettre à disposition de la CPAM toutes les informations pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits.

La CPAM s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au sous-traitant ;
- Informer le sous-traitant de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

16.3 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à :

- éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
- répondre aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantir la protection des droits des personnes

Il s'engage également à mettre à la disposition de la CPAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ces mesures.

16.4 Analyse de la conformité et documentation

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement (CPAM) de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement.

A cet effet, il est rappelé que le sous-traitant a pour obligation d'aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Les parties doivent respectivement tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM (Art. 30.2 RGPD).

16.5 Incident de sécurité et suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, accidentelle ou non, et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le sous-traitant s'engage à informer le DPO de la CPAM, dans un délai maximum de 48 heures, via l'adresse mail suivante : Thierry.lachere@assurance-maladie.fr

Il reviendra à la CPAM d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés.

Le sous-traitant accompagne sa notification de toute documentation utile permettant à la CPAM, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente : la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

16.6 Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement reçoivent les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

Les droits d'accès, de rectification ou d'opposition, s'exercent dans les conditions courantes à savoir auprès du DPO de l'organisme de rattachement de la personne concernée.

16.7 Sort des données

Pendant la durée d'exécution du contrat, le sous-traitant peut conserver des données relatives à ses actions de sensibilisation, en lien avec son système d'information et ses propres besoins de conservation.

Au terme du contrat, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel et à certifier auprès de la CPAM la destruction de celle-ci.

16.8 Le recours à la sous-traitance du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire a lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord cadre qui lie le Titulaire à la CPAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la CPAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation.

ARTICLE 17 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

17.1 Réparation des dommages

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la CPAM par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord cadre, sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire garantit la CPAM contre les dommages ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la CPAM dans le cadre du présent accord cadre, le Titulaire devra remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en supportant intégralement la charge.

La responsabilité du Titulaire est notamment engagée lors :

- de la destruction de fichiers et d'informations de la CPAM;
- de dommages aux biens ou aux personnes lors de ses interventions ;
- du préjudice lié au non-respect des délais.

En cas de préjudice subi en exécution du présent accord cadre, la CPAM est en droit d'obtenir réparation. La CPAM n'aura pas à apporter la preuve du préjudice. Le montant des dommages et intérêts sera fixé par un expert désigné par la CPAM et accepté par le Titulaire ou soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

17.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de la police d'assurance à la CPAM lors de la signature du présent accord cadre. A tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CPAM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la CPAM puisse faire valoir ses droits. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

ARTICLE 18 OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le Titulaire reconnaît comme essentiel de garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent accord cadre.

La qualité et la conformité résultent notamment :

- du respect des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales, du présent CCAP, et des prestations à exécuter,
- du respect des délais indiqués,
- de l'application des normes en vigueur applicables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage de façon générale à assurer la qualité des prestations au niveau le plus élevé en adéquation avec les usages professionnels et les règles de l'art.

- Engagements

Le Titulaire accepte sans aucune réserve que la CPAM puisse réaliser ou faire réaliser des contrôles sur la qualité des prestations qu'il fournit.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la CPAM ou par un tiers à leur demande sont opposables au Titulaire.

Si le Titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de la CPAM/CGSS en cours d'exécution de l'accord cadre, il encourt une résiliation de l'accord cadre pour faute.

- Devoir d'information

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à la CPAM les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre.

Il en est de même :

- de toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurance couvrant les responsabilités évoquées à l'article 16 du présent CCAP ;
- de toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Conformément au présent CCAP, l'accord cadre peut être résilié aux torts du Titulaire, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information à l'égard de la CPAM.

- Devoir de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment de recommandation envers la CPAM. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM l'ensemble des

conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord cadre. Le Titulaire informe la CPAM de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent accord cadre.

Toutes les informations (conseils, mises en garde, recommandations...) communiquées oralement à la CPAM donnent obligatoirement lieu à la remise d'un document écrit de confirmation au plus tard sous 8 jours, et adressé à l'ensemble des interlocuteurs qui lui auront été désignés.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à déployer tous les efforts utiles pour obtenir les meilleurs résultats possibles et attendus au titre du présent accord cadre.

ARTICLE 19 PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 20 REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail, relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord cadre remet à la CPAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.

En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord cadre remet à la CPAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à envoyer par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre à l'adresse suivante : CPAM Pau Pyrénées – Service Achats Marchés – 26 bis avenue des Lilas – 64 000 PAU

Conformément à l'article L2195-2 du Code de la Commande publique, en cas de non remise desdits documents, la CPAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier

recommandé avec accusé de réception, le présent accord cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCAP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 21 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPREINTE SOCIETALE

La CPAM porte une attention particulière à la contribution de ses partenaires pour le développement durable. A ce titre, le Titulaire présente ses engagements en termes de responsabilités environnementale, économique et sociale, ainsi que les actions mises en œuvre dans ce sens.

Le Titulaire s'engage :

- à appliquer une politique d'entreprise évolutive en faveur des objectifs tels que l'emploi de durée indéterminée et l'embauche ou actions en faveur de travailleurs handicapés. Il facilite l'accès des personnes en difficulté à l'emploi,
- à respecter les directives européennes et toutes réglementations nationales en vigueur relatives au recyclage des déchets et à son impact sur l'environnement,
- à respecter dans leur entreprise à l'égard de leurs salariés, le code du travail, la convention nationale applicable à la profession.

ARTICLE 22 MODIFICATION DU PRESENT ACCORD CADRE

Le présent accord cadre peut être modifié dans les conditions présentées aux articles L2194-1, L2194-2, et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2194-1, le présent accord cadre peut notamment être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

ARTICLE 23 RESILIATION DU MARCHE

La résiliation est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

La résiliation de l'accord cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par la CPAM au titre des prestations exécutées par le Titulaire.

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

23.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La CPAM se réserve le droit de résilier pour motif d'intérêt général, le présent accord cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de deux mois. La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à indemnisation du titulaire par la CPAM.

23.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Après signature de l'accord cadre, la CPAM peut résilier celui-ci aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Postérieurement à la signature de l'accord cadre, lorsque les renseignements et documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord cadre s'avèrent inexacts ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance exigées ;
- Postérieurement à la signature de l'accord cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire refuse l'exécution d'un bon de commande ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas de décès ou d'incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées au titre de son devoir d'information si ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord cadre ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre à des actes frauduleux ;
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité ;
- En application des cas répertoriés dans l'acte d'engagement et dans le présent CCAP.

23.3 Conséquences de la résiliation de l'accord cadre

La résiliation de l'accord cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la CPAM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas résiliation de l'accord cadre prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 24 DIFFERENDS ET LITIGES

La CPAM et le Titulaire de l'accord cadre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord cadre.

Tout différend entre le Titulaire et la CPAM doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à la CPAM dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CPAM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le litige persiste, la CPAM ou le Titulaire de l'accord cadre peut soumettre tout différend qui les oppose au Comité consultatif amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L2197-3 du Code de la commande publique.

En cas de litige persistant, il sera fait application du droit français relevant de la juridiction compétente du Tribunal judiciaire de Pau.

ARTICLE 25 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG FCS.

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG FCS.

L'article 7.3 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG FCS.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 24 du CCAG FCS.

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 5 du CCAG FCS.